
Éric Florence

Isabelle Thireau (éd.), *De Proche en proche. Ethnographie des formes d'association en Chine contemporaine*

Berne, Peter Lang, 2013, 317 p.

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Éric Florence, « Isabelle Thireau (éd.), *De Proche en proche. Ethnographie des formes d'association en Chine contemporaine* », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2014/1 | 2014, mis en ligne le 01 mars 2014, consulté le 03 avril 2014. URL : <http://perspectiveschinoises.revues.org/6790>

Éditeur : Centre d'Études Français sur la Chine contemporaine

<http://perspectiveschinoises.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://perspectiveschinoises.revues.org/6790>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

© Tous droits réservés

de la consommation. Car, si on devait exprimer un sentiment général à l'issue de la lecture de ces articles, c'est bien le pessimisme qui domine l'ensemble de ces interventions (à l'exception notable de Wang Hui). Un pessimisme en porte-à-faux avec les propos lénifiants d'optimisme qui entourent certains discours sur la croissance chinoise et qui interroge sur le degré de cécité nécessaire indispensable pour pénétrer le marché chinois.

C'est sur le hiatus concernant le libéralisme en Chine que ce numéro de la revue *Agone* offre, entre les lignes, une perspective intéressante. En effet, la quatrième de couverture de la revue semble bien se ranger du côté d'une certaine critique de gauche qui veut que les « libéraux regardent les Chinois ordinaires avec bienveillance tant qu'ils contribuent au développement du marché en tant que consommateurs ». Pourtant, les textes publiés ici sont le fait tant d'intellectuels qui se revendiquent de la Nouvelle gauche que de « libéraux » chinois. Et si les préoccupations sociales parcourent l'ensemble de l'ouvrage, il serait bien hasardeux de ranger He Qinglian ou Hung Ho-Fung dans la nébuleuse « Nouvelle gauche ». Cette évidente tension entre la couverture et le contenu de la revue pointe ainsi le fait que certaines divisions du champ intellectuel chinois sont toujours difficilement perceptibles en Occident. En montrant tout l'intérêt des intellectuels libéraux pour la question sociale, les textes réunis ici invalident ainsi fortement les réquisitoires néogauchistes contre le fossé supposé entre les « libéraux » et le « peuple » et rapprochent le libéralisme chinois contemporain de certaines articulations intellectuelles de la pensée des gauches européennes ou américaines.

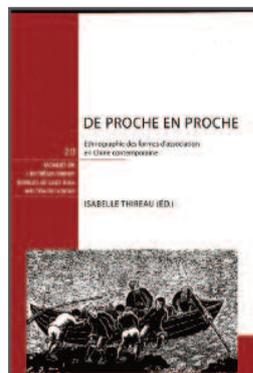
Pour comprendre les raisons de ce hiatus dans la perception des courants intellectuels et idéologiques chinois contemporains, il faut revenir sur les stratégies développées par la « Nouvelle gauche » en Chine et à l'étranger. En accusant les intellectuels réformateurs « libéraux » d'être en partie responsables de la libéralisation économique et donc coupables des effets catastrophiques du développement néolibéral perceptible dès le milieu des années 1990, les critiques de la « Nouvelle gauche » ont trouvé une oreille attentive tant auprès d'un pouvoir politique communiste incapable d'excuser théoriquement son abandon dès 1978 des promesses révolutionnaires d'égalité et de justice sociale qu'auprès de mouvements altermondialistes européens et américains en quête de nouveaux soutiens.

Il y a pourtant là un détournement sémantique qui semble tenir de l'imposture. On le sait, les termes « libéralisme » et « néolibéralisme » sont équivoques tant les références théoriques auxquelles ils renvoient sont hétérogènes (Pierre Rosanvallon, *La société des égaux*, 2011, p. 328). Les libéraux chinois des années 1980 voyaient la propriété privée comme l'ultime protection institutionnelle de l'individu face à l'État. Leur ennemi commun était le léviathan totalitaire dont ils avaient tous fait l'expérience. Expérience traumatique qui sédimentait un certain consensus intellectuel dans lequel le triptyque individu, droits de l'homme et démocratie était perçu comme le plus sûr rempart contre les abus du pouvoir. À ce moment, les excès du développement (néo)libéral – polarisation et marginalisation sociale, destruction de l'environnement – n'avaient pas encore produit leurs conséquences globales. M^{me} Thatcher et M. Reagan commençaient à peine leur carrière politique en entamant « le grand cauchemar des années 1980 » (François Cusset, *La Découverte*, 2006). Condamner les libéraux au nom des résultats postérieurs du tournant néolibéral des années 1990 a ainsi été une manœuvre habile en partie à l'origine des malentendus entre intellectuels libéraux chinois et penseurs de gauche européens et américains.

On notera enfin pour terminer qu'à l'exception de Wang Hui, la majeure partie des auteurs chinois ici présents sont désormais *persona non grata* sur

le territoire de la RPC, ce qui confirme la triste réalité d'un pays qui se coupe d'une partie de son intelligentsia. Pourtant, en continuant à écrire et à informer sur la situation de leur pays d'origine, ces intellectuels participent de cette « Chine culturelle » qui est désormais en train de se transformer en ce que l'économiste Hung Ho-Fung a récemment appelé une « société civile offshore » sur laquelle il faudra – nous l'espérons – compter pour que la RPC puisse sortir rapidement des pièges de sa modernisation.

■ David Bartel est doctorant à l'EHESS (CECMC, Paris), associé au CEFC (db.chine@gmail.com).



Isabelle Thireau (éd.),
De Proche en proche. Ethnographie des formes d'association en Chine contemporaine,
Berne, Peter Lang, 2013, 317 p.

ÉRIC FLORENCE

Le présent ouvrage trouve son origine dans un projet de collaboration scientifique (2006-2009) entre des sociologues et anthropologues chinois et français visant à « observer des processus d'action, d'association et de coordination ». Il examine les multiples « formes d'actions communes, des initiatives collectives, souvent fluides, parfois fugaces, qui traversent aujourd'hui la société chinoise » (p. 11). Si les différents textes rassemblés ne partagent pas une approche théorique commune, ils adoptent néanmoins une démarche partagée qui est qu'ils sont ancrés dans de solides travaux ethnographiques et qu'ils accordent une attention particulière à la communication, qu'elle soit orale ou écrite (p. 13).

En outre, malgré la diversité des contributions, Isabelle Thireau relève en introduction plusieurs éléments pouvant servir de conclusion aux différentes contributions : l'importance d'un certain nombre d'espaces (ou de leur anéantissement) permettant les « face-à-face » ou de lieux plus virtuels qu'ils soient privés ou publics permettant d'établir une « intersubjectivité », base pour des actions concertées ; le rôle « des promesses, pactes et engagements » noués et leur importance sur le plan du tissu social aujourd'hui en Chine ; une pluralité de « nous » observés dans des situations d'association, de coopération et d'action, ainsi qu'une pluralité de « répertoires d'action » et une diversité de « liens entre dispositifs et répertoires » ; enfin les actions collectives accomplies ont des modalités différentes de « visibilité dans l'espace public » (p. 14-19).

La richesse et la complexité des relations sociales dont témoignent les différentes contributions renvoient à une autre question transversale à chacun des textes rassemblés dans ce volume, celle des différentes modalités de liens entre ceux qui se mobilisent, s'associent d'une part et les agents de l'État d'autre part. Des relations pouvant inclure (avec une certaine fluidité) l'asymétrie, la réciprocité, les dépendances mutuelles, la coopération, l'instrumentalisation et la cooptation.

Les deux premiers chapitres de l'ouvrage traitent de la période maoïste de façon fort complémentaire, abordant chacun des aspects assez peu étudiés de la période. S'inspirant de la notion d'« atomisation » développée par Hannah Arendt, Chang Shu examine comment le Parti communiste chinois a pu empêcher que se nouent des relations sociales qui auraient pu permettre à la population du village de Dazhai d'agir collectivement voire de s'opposer au système de domination mis en place. L'article évoque notamment la violence politique liée à deux grandes campagnes – la première dans la foulée de la capitulation du Japon en 1945, la seconde dans le cadre de la réforme agraire – par lesquelles le Parti a établi son assise sur la société villageoise dans le district de Xiyang (village de Dazhai), exposant directement les individus à la terreur politique sans qu'ils ne puissent bénéficier de la protection d'associations intermédiaires. Chang Shu se penche plus particulièrement sur le rôle joué par les « activistes » (*jiji fenzi*) au sein des mouvements de masse (*yundong*), ceux-ci pouvant représenter jusqu'à 20 % de la population locale. L'auteure explique que chez un certain nombre d'entre eux, la motivation à devenir un activiste était notamment liée au souci de ne pas être ciblé par un mouvement de masse (p. 33, 38). Selon Chang Shu, outre la suppression des associations locales, l'atmosphère de terreur politique aurait aussi permis au Parti de réaliser son projet de « transformation de la pensée de la population » (p. 44). Sur ce point, on peut se demander si l'auteure ne passe pas un peu rapidement de la suppression d'une parole publique alternative et de la possibilité pour les gens de s'associer à la transformation effective de leur pensée, à savoir que le Parti aurait réussi à empêcher l'imagination même d'un ordre social alternatif ou d'une réalité autre. Il eut été souhaitable que Chang Shu confronte cet argument à la littérature scientifique traitant de l'hégémonie et des processus de résistance symbolique et matérielle.

Dans la contribution suivante, Hua Linshan se penche sur ce qui a conduit les habitants du village de Xiaogang (province de l'Anhui) à conclure en 1978 un pacte par lequel les protagonistes s'engageaient à aller à l'encontre de la politique officielle collectiviste en matière d'exploitation agricole, prenant de ce fait un risque important d'être exposé à la répression. L'auteur montre combien ceux ayant pris cette décision avaient été marqués par une expérience partagée de l'indignité provoquée par les années noires consécutives à la famine causée par le Grand Bond en avant. Cette expérience collective de l'indignité vécue a également induit une attitude de résistance passive faite d'indifférence vis-à-vis des modes d'organisation collectiviste. Ceci se rapproche de ce qu'Eric Hobsbawm écrivait en 1973 au sujet de la résistance des populations subordonnées qui œuvrent à réduire au maximum les méfaits qu'un système de domination exerce sur eux. Hua Linshan montre en outre que les expériences « directes » et « intimes » des réalités de la famine, de la pauvreté et de l'indignité ont été plus fortes qu'un langage « obligatoire et omniprésent » associé au système [et à la terreur] et étant perçu comme à l'origine d'une situation jugée inacceptable (p. 70). Il est intéressant de noter que la décision des villageois d'aller à l'encontre de la politique officielle par la signature d'un pacte collectif a été prise *sans recours préalable à la parole* et que, se situant sur un « tout autre plan que celui du débat ou de la controverse, elle a été orientée par une expérience à la fois singulière et partagée des corps, par les souffrances physiques et psychiques endurées pendant plus de vingt ans par les paysans concernés » (p. 84). Cet accent mis par l'auteur sur le non-recours à la parole face à l'indignité partagée qui s'imposait comme une « évidence normative » est intéressant car il questionne l'argument développé par James C. Scott selon lequel l'expérience de l'indignité a tendance à engendrer un discours col-

lectif de l'indignité, ce qui, dans les conditions spécifiques de Xiaogang ne semble pas avoir été le cas (James C. Scott, 1990).

À partir d'un travail d'observation de plus de dix ans dans le village de Qiejiazhuang (province du Hebei), le texte de Liu Xiaojing traite quant à lui des élections organisées dans ce village pour élire les chefs des comités villageois et sur la façon dont les différents protagonistes mobilisent des liens professionnels, d'amitié ou politiques pour influencer le processus électoral. Son étude montre que bien que les rapports de pouvoir au sein du village n'aient pas été fondamentalement altérés par les élections, la gestion des affaires locales s'avère néanmoins moins asymétrique et que les espaces de discussion, de concertation et de négociation sont plus nombreux et plus féconds qu'auparavant. Pour Liu Xiaojing, cette « innovation institutionnelle » a induit une certaine incertitude dans la communauté villageoise et favorise le « développement éventuel [...] d'autres manières d'agir ensemble » (p. 122).

Dans le chapitre suivant, Caroline Bodolec examine les mobilisations et associations nouvelles autour du village artistique de Xiaocheng et du Musée de la Culture populaire du plateau de Nianpan dans le district de Yanchuan (province du Shaanxi). L'auteure documente combien ces initiatives impliquant à la fois des acteurs locaux et des chercheurs chinois collaborant avec des acteurs et institutions étrangers, bien qu'elles étaient à l'origine relativement indépendantes des pouvoirs locaux, ont été rendues possibles grâce à une forme de reconnaissance – voire de cooptation – et de bienveillance de la part de autorités locales. Cette question des modalités de rapports avec l'État-Parti occupe également une place importante dans la contribution suivante.

À partir du parcours biographique d'une migrante d'origine rurale ayant fondé une association dédiée aux migrants ruraux dans le quartier de Dongcun à Pékin, Isabelle Thireau attire en effet l'attention sur une question importante et transversale à plusieurs contributions de l'ouvrage : celle de la nécessité pour ceux qui s'organisent collectivement de se voir identifiés et reconnus par les pouvoirs locaux afin de « pouvoir agir et éventuellement en déborder les limites » (p. 171). Cette reconnaissance peut passer dans le cas de cette association par le biais d'une « plaque » attestant que les activités de l'association sont « soutenues et encadrées » (p. 171). Isabelle Thireau évoque ainsi un « droit de regard » des pouvoirs locaux sur ceux qui s'organisent au sein des associations ; droit de regard pouvant dans certaines conjonctures revêtir une dimension arbitraire et d'intimidation allant jusqu'à la fermeture de l'association, dans certains cas suivie par un revirement également soudain et la reconnaissance de l'association en dépit d'une fermeture antérieure. Isabelle Thireau souligne également le souci de la part des gens actifs dans ces associations de ne pas produire une *visibilité* trop forte dans l'espace public. Les aléas de l'association étudiée dans cette contribution reflètent « le spectre très large des actions entreprises par les autorités locales selon l'appréciation qu'elles font, en circonstance, des mérites ou au contraire des risques politiques que peut entraîner le soutien officiel accordé à de telles entreprises » (p. 175).

Dans le texte suivant, Brenda Liu Chun, en prenant appui sur l'approche de la société en réseaux de Bruno Latour, explore les liens normatifs mobilisés lors d'actions collectives dans le cas d'un mouvement de mobilisation d'un collectif de résidents visant à résister à un projet urbanistique dans plusieurs quartiers de Shenzhen. Elle illustre clairement dans ce texte combien les participants à cette mobilisation font usage d'un large éventail de ressources et de formes organisationnelles et aussi combien les frontières entre le juste et l'injuste, le public et le privé sont « en constante redéfinition » (p. 217). Au cours de la mobilisation, est également documentée la

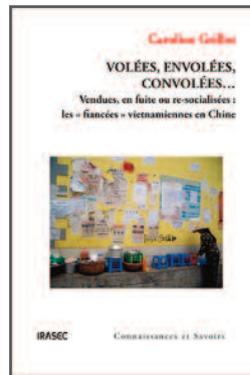
transformation de l'action du collectif qui passe, après avoir essayé plusieurs revers, d'une action essentiellement légale et dirigée vers des niveaux élevés dans la hiérarchie étatique (Bureau général de la protection environnementale) à une série d'accommodements avec les pouvoirs locaux.

Dans le chapitre suivant, Elisabeth Allès se penche sur les modes plus ou moins formels d'associations créées par trois catégories de migrants ouïghours à Canton : saisonniers, commerçants et fonctionnaires. Tout comme dans le texte traitant des associations de migrants à Pékin, le lien entre l'expérience d'un sentiment de discrimination institutionnelle et la volonté de s'organiser afin de faire face à l'arbitraire et aux abus est fort bien documenté.

Enfin, dans l'ultime contribution de cet ouvrage, Wang Hansheng et Wang Yige livrent une analyse extrêmement détaillée du « système de responsabilité par objectifs » (*mubiao guanli zerenzhi*) qui relie comités du Parti et gouvernements locaux. Les deux auteures attirent d'emblée l'attention sur le fait que ce système, qui n'apparaît nulle part dans les textes légaux ou dans les documents réglementaires orientant l'action de l'État, joue pourtant un rôle crucial sur le plan du « fonctionnement du pouvoir de l'échelon de base et de l'administration de la société au niveau local » (p. 243). L'intérêt principal de cette contribution réside dans le fait que, dans un contexte de transition de l'ère maoïste vers la période des réformes économiques, c'est entre autres ce « système de responsabilité par objectifs » qui a permis de relier institutionnellement les différentes administrations verticales et territoriales, l'État et les entreprises, ainsi que les cantons et les villages. Ce système, parce qu'il attribue la responsabilité de la bonne mise en œuvre d'un seul et unique contrat valant pour l'État et le Parti à la personne même du secrétaire du comité du Parti, occupe une fonction importante en ce qu'il permet de relier fonctionnellement l'État au Parti. Wang Hansheng et Wang Yige résumant fort bien cette logique en précisant que « les comités villageois ou les comités de résidents et les gouvernements locaux » sont reliés par « une chaîne de responsabilité (*zeren liandai guanxi*) qui intègre chacun dans une communauté de devoirs et d'intérêts (...) et une unité d'action » (p. 271, 293). Il convient enfin de noter que ce système offre une certaine marge de manœuvre aux cadres des échelons de base quant à la mise en application des tâches, la contrainte principale étant une contrainte d'objectifs, ce qui « rend possible des nouveautés institutionnelles faites d'accommodements et de transgressions » (p. 303-304).

Sur le plan de la forme, sept des neuf textes (y compris l'introduction) sont rédigés en français, deux en anglais, ce qui aurait peut-être mérité une explication. Ceci n'enlève rien, précisons-le, à la grande qualité et à l'originalité des contributions rassemblées dans cet ouvrage qui contribuent à éclairer la dynamique de formation de différentes modalités d'association. Les analyses sont solidement étayées et chacun des textes est basé sur une réelle richesse ethnographique qui illumine la complexité des relations sociales et politiques dans la Chine contemporaine.

■ **Éric Florence est docteur en sciences politiques et sociales, chercheur au Centre d'études de l'ethnicité et des migrations, Université de Liège (Eric.Florence@ulg.ac.be).**



Caroline Grillot,
**Volées, envolées, convolées...
Vendues, en fuite, ou re-sociali-
sées : les « fiancées » vietna-
miennes en Chine,** Bangkok/Paris,
IRASEC/Connaissances & Savoirs, 2012,
407 p.

HÉLÈNE LE BAIL

Les traditions de l'exogamie et de la patrilocalité du mariage en Asie ont depuis longtemps amené des femmes à quitter leur village, leur région, voire leur pays pour se marier. Les distances ont eu tendance à s'allonger, d'abord à l'intérieur des frontières, puis au-delà. À l'intérieur de la Chine, plusieurs travaux ont décrit la correspondance entre migrations de mariage et hiérarchie spatiale liée au développement : par la mobilité de mariage, les femmes tentent de monter vers les zones côtières les plus prospères⁽¹⁾. La migration des femmes chinoises par le mariage s'est aussi développée au-delà des frontières à partir de la fin des années 1980 : les « mariages outre-mer » (*shewai jiehun* 涉外结婚). Migrer par le mariage signifie que l'union matrimoniale conditionne l'obtention d'un visa et le passage des frontières nationales. Qu'il s'agisse de mariages arrangés ou non, un grand nombre d'épouses chinoises du continent sont parties vers le Japon, Taiwan, la Corée du Sud, aux côtés de Vietnamiennes et de Philippines. Si du point de vue de la Chine, ces mariages outre-mer restent à l'échelle du pays relativement anecdotiques (moins de 0,5 %), l'immigration par le mariage est devenue un réel phénomène social dans la plupart des pays d'accueil.

Mais la Chine, et c'est l'un des apports de l'ouvrage de Caroline Grillot, n'est plus seulement un pays de départ dans le système migratoire formé par la mobilité des épouses entre les pays d'Asie de l'Est. Elle est aussi devenue une destination pour des épouses étrangères et l'ensemble de ces flux, internes ou internationaux, doivent être analysés dans leur continuité.

Le phénomène de mariages transfrontaliers [en Chine] est donc à envisager comme une continuité, une forme d'expansion de ceux qui sont consacrés au cœur de la Chine depuis deux décennies ; le sort des femmes concernées étant plus semblable que différent. Les secondes venant souvent pallier la défection des premières parties à la recherche des mêmes rêves ailleurs. (p. 129)

À l'échelle de la Chine, la mobilité transfrontalière de mariage reste marginale. Toutefois, le phénomène est très visible dans certaines localités qui sont devenues des zones de départ ou d'accueil. Cette localisation souligne, premièrement, l'importance des migrations en chaîne et des réseaux qui font que de tout temps l'on a pu observer « si peu de migrants d'un si grand

1. Fan Cindy et Huang Youqing, « Waves of Rural Brides: Female Marriage Migration in China », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 88, n° 2, 1998, p. 227-251. Delia Davin, « Marriage Migrations in China: The Enlargement of Marriage Markets in the Era of Market Reforms » in Rajni Palriwala, Patricia Uberoi, *Marriage, Migration and Gender*, New Delhi, Sage Publications India, 2008.